

## Inde – Asie du Sud

### Brèves agricoles – Janvier – Février 2026

#### Inde

- Budget 2026-2027 : quelques changements dans un budget agricole en légère hausse
- L'Inde accélère l'intégration de l'IA dans l'agriculture
- La stratégie agricole de l'Inde dans ses accords commerciaux

#### Sri Lanka

- Fort impact du cyclone Ditwah sur l'agriculture et la pêche artisanale
- Caoutchouc – Sri Lanka se prépare au règlement européen anti-déforestation
- Maïs – Déficit de production, 400 000 t d'importations prévues
- Renforcement du cadre réglementaire pour l'agriculture biologique
- Les exportations de thé dépassent 1,5 Md USD en 2025
- Lancement de CROPIX, plateforme nationale de données agricoles
- La Chine soutient la revitalisation agricole sri lankaise
- Sri Lanka – Les exportations de coco dépassent 1 Md USD en 2025

#### Inde

##### **Budget 2026-2027 : quelques changements dans un budget agricole en légère hausse**

Le budget agricole indien 2026-2027 confirme la priorité donnée à la sécurité alimentaire et au soutien direct aux agriculteurs. Les plus fortes allocations vont à l'aide alimentaire aux populations vulnérables (plus de 21 Mds €), au développement rural (18 Mds €) et aux engrais (16 Mds €), tandis que le budget du ministère de l'Agriculture augmente légèrement (+3 %) mais reste inférieur à ces postes. La tendance générale montre un renforcement progressif des soutiens à la productivité et des soutiens directs aux revenus agricoles, au détriment relatif de la recherche agricole (-4,7 %). Les subventions aux engrais repartent à la hausse (+9 %) pour sécuriser les approvisionnements, et la production in fine, après des tensions récentes avec la Chine, principal pays fournisseur. Enfin, les dépenses alimentaires progressent aussi (+12 %) pour maintenir les filets de sécurité sociale. À l'inverse, le budget de la transformation alimentaire diminue légèrement, bien que les programmes d'incitation à l'investissement soient maintenus. Les secteurs de l'élevage continuent de gagner en importance budgétaire, tandis que la pêche se stabilise. Enfin, le développement rural augmente modérément (+3,5 %), mais la forte réduction du programme d'emploi rural au profit d'un nouveau dispositif cofinancé par les États suscite un débat sur l'évolution du modèle de solidarité. [Retrouvez l'analyse du SER : Les grandes lignes du budget 2026-2027 ; India Budget](#)

##### **L'Inde accélère l'intégration de l'IA dans l'agriculture**

En février, le gouvernement indien a lancé « Bharat-VISTAAR (Virtually Integrated System to Access Agricultural Resources) », un outil d'intelligence artificielle multilingue destiné à intégrer les portails agricoles et les pratiques de l'ICAR (Indian Council of Agricultural Research). Cette initiative vise à fournir aux agriculteurs des conseils personnalisés afin d'améliorer la productivité des exploitations, de favoriser une meilleure prise de décision et de réduire les risques. Les experts estiment qu'elle accélérera l'adoption de l'agriculture de précision et donnera aux agriculteurs un accès à des recommandations opportunes fondées sur les données. Elle devrait encourager le déploiement des technologies d'agriculture de précision selon les régions et les cultures, permettant ainsi des

décisions éclairées et une amélioration des rendements et de la qualité nutritionnelle grâce à une utilisation optimale des ressources telles que l'eau, les engrais et les produits agrochimiques. L'utilisation de l'IA dans l'agriculture a également été mise à l'honneur lors du récent sommet sur l'IA à New Delhi, où le ministre Dr Jitendra Singh a souligné que la prochaine révolution agricole de l'Inde sera portée par l'intelligence artificielle, positionnée comme un pilier des politiques agricoles, de la recherche et des investissements pour relever des défis persistants tels que les aléas climatiques, l'asymétrie de l'information et la fragmentation des marchés. Des outils comme Agri Param, un modèle d'IA agricole multilingue, ont été mis en avant pour favoriser l'inclusion linguistique des agriculteurs à travers le pays. L'IA pourrait générer une valeur annuelle estimée à 700 milliards de roupies indiennes en améliorant les décisions agricoles et l'accès aux marchés pour les 140 millions d'exploitations du pays. Le ministre a également appelé les investisseurs à soutenir des plateformes d'IA évolutives aidant les agriculteurs à prendre de meilleures décisions, tout en soulignant que l'Inde entend coconcevoir les cadres mondiaux de l'agri-IA, et non simplement les adopter.

En savoir plus [article 1](#), [article 2](#)

### La stratégie agricole de l'Inde dans ses accords commerciaux

Produit / secteur	UE	États-Unis	Nouvelle-Zélande	Royaume-Uni	Australie
<b>Produits laitiers</b>	Exclus	Exclus	Exclus	Exclus	Exclus
<b>Céréales (riz, blé, maïs)</b>	Exclus	Exclus	—	Exclus	Exclus
<b>Viandes</b>	Exclusions UE sur viande bovine et volaille	Exclus	—	Exclus	Exclus
<b>Fruits frais</b>	Quotas pommes : 50 000 t → 100 000 t à 20 %	droits élevés 30-40 % avant accord	quotas pommes/kiwi	pas d'ouverture majeure	concessions limitées
<b>Produits horticoles niche</b>	—	—	quotas miel manuka, kiwi, albumine	—	concessions limitées
<b>Produits transformés</b>	Réductions partielles	tarifs abaissés (ex. 18 % vs 50 %)	—	—	—
<b>Huile d'olive / huiles</b>	40 % → 0 %	—	—	—	—
<b>Vin</b>	150 % → 20-30 %	>50 % encore	150 % → 25-50 %	baisse progressive	baisse progressive
<b>Spiritueux</b>	jusqu'à 150 % → 40 %	très élevés (>50 %)	réductions graduelles	réduction progressive whisky	réduction progressive
<b>Produits de la mer indiens (export)</b>	accès élargi UE	droits US 0-10 %	accès NZ zéro droit	accès élargi	accès élargi
<b>Accès export Inde</b>	UE supprime droits sur 90 % produits	US tarifs faibles	NZ zéro droit sur tous produits	UK large accès	Australie large accès

Les FTA indiens ne sont pas des accords agricoles classiques : ce sont des accords industriels-services avec concessions agricoles symboliques. La politique commerciale agricole de l'Inde repose sur une logique constante qui consiste à protéger les productions alimentaires de base tout en ouvrant de manière ciblée son marché à certains produits étrangers à forte valeur ajoutée. Les droits de douane agricoles indiens figurent parmi les plus élevés au monde et peuvent atteindre des niveaux très élevés pour les produits sensibles. Cette stratégie s'explique par le poids économique et social du secteur agricole, dont dépend une part importante de la population. Dans ce contexte, les autorités indiennes maintiennent systématiquement des protections sur les filières stratégiques telles que les céréales, les produits laitiers, la viande ou le sucre, tandis qu'elles acceptent plus facilement d'accorder des concessions sur des segments jugés non menaçants pour les producteurs locaux, notamment les boissons alcoolisées, les produits transformés ou les spécialités premium.

Les accords commerciaux conclus ou négociés par l'Inde avec ses principaux partenaires illustrent clairement cette doctrine. L'accord signé avec l'Union européenne constitue aujourd'hui le cadre le plus ambitieux en matière d'ouverture agricole, car il prévoit des réductions tarifaires significatives sur plusieurs catégories de produits à forte valeur, tout en maintenant des protections pour les productions agricoles sensibles. Les accords avec l'Australie et le Royaume-Uni suivent une logique comparable mais plus prudente, avec des baisses tarifaires progressives et de nombreuses exclusions. Les discussions avec la Nouvelle-Zélande ont longtemps échoué sur la question de l'accès au marché laitier, ce qui confirme la sensibilité extrême de ce secteur. Les arrangements commerciaux avec les États-Unis demeurent quant à eux limités dans le domaine agricole, car l'Inde refuse toujours d'ouvrir son marché sur les produits susceptibles de concurrencer directement sa production nationale.

Dans ce paysage commercial, l'accord conclu avec l'Union européenne marque un tournant important car il crée des conditions d'accès nettement améliorées pour plusieurs catégories de produits agroalimentaires européens, notamment les boissons alcoolisées, certains produits transformés et certaines huiles spécialisées. Cette évolution représente une opportunité particulière pour les entreprises de France, dont l'offre est fortement positionnée sur les segments premium et différenciés.

La demande indienne pour ce type de produits est en croissance rapide sous l'effet de l'urbanisation, de l'augmentation du pouvoir d'achat et de l'évolution des habitudes de consommation d'une classe moyenne supérieure en expansion. Les produits français bénéficient en outre d'une image qualitative très favorable auprès des consommateurs indiens, ce qui renforce leur potentiel commercial dans les segments haut de gamme.

Toutefois, même lorsque les barrières tarifaires diminuent, plusieurs contraintes structurelles continuent de limiter l'accès au marché indien. Les réglementations sanitaires, les procédures d'importation, la fiscalité intérieure et la fragmentation du marché entre les États fédérés constituent autant de facteurs qui complexifient l'entrée sur ce marché. Le succès des exportateurs dépend donc autant de leur capacité à naviguer dans cet environnement réglementaire que des avantages tarifaires obtenus grâce aux accords commerciaux. Pour les entreprises françaises, le marché indien ne doit pas être envisagé comme un débouché de volume mais comme un marché premium à fort potentiel stratégique, où la réussite repose sur le positionnement qualitatif, la différenciation des produits et une stratégie d'implantation soigneusement adaptée aux spécificités locales.

En savoir plus, [article 1](#), [article 2](#), [article 3](#), [article 4](#), [article 5](#), [article 6](#), [article 7](#)

## Sri Lanka

### Fort impact du cyclone Ditwah sur l'agriculture et la pêche artisanale

Le cyclone Ditwah a gravement affecté les petits exploitants et pêcheurs artisanaux, perturbant la production de riz, de légumes et les activités halieutiques. Selon la première estimation de la Banque mondiale, sur les 4,1 Mds USD de dégâts occasionnés par le cyclone, 814 M USD touchent le secteur agricole. Selon les données officielles, 108 000 ha de rizières, 11 000 ha de cultures vivrières et 6 600 ha de maïs ont été détruits, notamment dans les districts de Batticaloa, Anuradhapura, Puttalam et Polonnaruwa. Environ 175 000 ha de terres agricoles (7,6 % du total national) ont été endommagés par le cyclone, selon le Département de l'Agriculture et la FAO. La FAO appelle à un soutien rapide (semences, engrais, réhabilitation des terres, remplacement des bateaux) afin d'assurer la reprise avant la saison Yala (une des deux saisons de culture du riz) et de limiter les impacts sur la sécurité alimentaire. Le Haut-Commissariat de l'Inde à Colombo a réaffirmé en février 2026 son soutien au secteur de l'élevage, fortement touché par le cyclone Ditwah. Dans le cadre d'un paquet d'aide de 450 M USD (dont 350 M USD de prêt), un appui ciblé est envisagé : fourniture de bovins et caprins, amélioration génétique, transfert de technologies et formations en Inde. Les autorités souhaitent intégrer ce soutien au programme national « Dairy Hub » afin de renforcer la production laitière et la résilience du secteur.

### Caoutchouc – Sri Lanka se prépare au règlement européen anti-déforestation

Le Sri Lanka intensifie ses préparatifs afin de préserver ses exportations de caoutchouc vers l'Union européenne, en vue de l'entrée en vigueur du règlement européen contre la déforestation (EUDR) d'ici fin 2026. Ce règlement impose aux exportateurs de prouver que les produits commercialisés sur le marché européen (dont le caoutchouc) ne proviennent pas de zones récemment déboisées ni ne contribuent à la dégradation forestière. Selon le ministre des Plantations, la cartographie des plantations est en cours afin de démontrer leur conformité. Les anciennes plantations ne poseraient pas de difficulté, tandis que les nouvelles font actuellement l'objet d'un recensement.

### **Maïs – Déficit de production, 400 000 t d'importations prévues**

Le Sri Lanka prévoit d'importer 400 000 tonnes de maïs, alors que la production nationale pour la saison Maha est estimée entre 300 000 et 315 000 t, pour un besoin annuel d'environ 700 000 t. Le cyclone Ditwah a endommagé près de 5 000 ha sur les 95 000 ha cultivés. Malgré ces pertes, les surfaces restent supérieures à celles de l'an dernier (75 000 ha), limitant l'impact sur les rendements globaux. Le secteur avicole indique qu'aucune pénurie d'œufs n'est attendue malgré la perte estimée de 400 000 à 500 000 volailles. Les prix de vente (Rs. 20–25/œuf) demeurent inférieurs au coût de production ( $\approx$  Rs. 32), reflétant une situation de surproduction qui pèse sur les éleveurs.

### **Renforcement du cadre réglementaire pour l'agriculture biologique**

Le Sri Lanka a adopté la norme SLS 1324 :2025, révisant le cadre bio en vigueur depuis 2007. Elle rend obligatoire un Organic Management Plan (gestion des sols, traçabilité, lutte contre les ravageurs, registres) et renforce les contrôles sur toute la chaîne de valeur. La norme interdit l'hydroponie et les systèmes hors-sols, durcit les exigences en matière de biodiversité, bien-être animal et étiquetage, et confirme l'interdiction des OGM et intrants synthétiques non autorisés. Selon l'Export Development Board, cette réforme vise à renforcer la crédibilité du label bio sri-lankais à l'international.

### **Les exportations de thé dépassent 1,5 Md USD en 2025**

Les exportations de thé ont atteint 257,4 Mnkg en 2025 (+11,6 Mnkg), générant 1,51 Md USD (+6 %), malgré une légère pression sur les prix (FOB moyen : 5,85 USD/kg). La croissance est portée par les produits à valeur ajoutée (59 % des exportations, record sur 11 ans), notamment les sachets, tea bags, thé instantané et thé vert, tandis que le vrac recule. L'Irak reste le premier marché (+14,9 %) et la Libye affiche la plus forte progression (+83,9 %).

### **Lancement de CROPIX, plateforme nationale de données agricoles**

Le Gouvernement a lancé CROPIX, plateforme nationale de données agricoles, ainsi que l'Architecture d'Entreprise Agricole et un Cadre d'Interopérabilité. CROPIX comprend un registre national des cultures, des outils de prévision et un système sécurisé d'échange de données. L'objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire, la résilience climatique et les services aux agriculteurs grâce à des données fiables et en temps quasi réel.

### **La Chine soutient la revitalisation agricole sri lankaise**

Un échange de haut niveau s'est tenu au Secrétariat présidentiel dans le cadre du MoU sur le renforcement de la productivité agricole entre la Chine et le Sri Lanka. Les discussions ont porté sur la mise en œuvre de programmes conjoints visant à améliorer la productivité agricole, intégrer des technologies chinoises et répondre aux défis environnementaux. La coopération pourrait notamment concerner la réduction des dégâts causés par les animaux sauvages aux cultures ainsi que l'appui à la réhabilitation du lac Beira. Cette initiative s'inscrit dans le cadre plus large du renforcement du partenariat bilatéral agricole, qui s'illustre notamment par la proposition récente de la Chambre de commerce chinoise d'investir au Sri Lanka dans l'élevage laitier et l'agriculture orientée vers l'exportation.

### **Sri Lanka – Les exportations de coco dépassent 1 Md USD en 2025**

Le secteur de la noix de coco a franchi le seuil de 1 Md USD d'exportations en 2025, avec des recettes attendues à 1,2 Md USD d'ici fin d'année (+40 % par rapport à 2024). Selon le Deputy Minister Chathuranga Abeysinghe, cette performance confirme le rôle stratégique de la filière. Des mesures ont été prises pour encadrer la consommation domestique et autoriser des importations limitées pour réexportation. À moyen terme, l'objectif est d'atteindre 2,5 Md USD d'exportations d'ici 2030.